

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de Puy Saint André

Dossier n° PC 005107 22 H0003

Date de dépôt : 18/07/2022

Date d'affichage de l'avis de dépôt : 20 juillet 2022

Complété le : 08/08/2022

Demandeur : Communauté de Communes du Briançonnais représentée par Monsieur MURGIA Arnaud

Pour : Construction d'un bloc sanitaire sur l'aire d'accueil des gens du voyage

Adresse du terrain : Lieu-dit Le Guy à Puy Saint André (05100)

ARRÊTÉ

accordant un permis de construire avec prescriptions  
au nom de la commune de Puy Saint André

Le maire de Puy Saint André,

Vu la demande de permis de construire présentée le 18 juillet 2022 par Communauté de Communes du Briançonnais représentée par Monsieur MURGIA Arnaud, demeurant 1 rue Aspirant Jan à Briançon (05100) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour construction d'un bloc sanitaire sur l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- sur un terrain cadastré B950 situé lieu-dit Le Guy à Puy Saint André (05100) ;
- pour une surface de plancher créée de 45,73m<sup>2</sup> ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan local d'Urbanisme de la commune de Puy Saint André approuvé le 21 décembre 2017, modifié le 16 novembre 2018 ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires - SAS - Unité Urbanisme Risque en date du 22 août 2022 ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires –Avis environnementaux –Service Eau, Environnement et Forêt -Unité Eau et Milieux aquatiques en date du 03 août 2022 ;

Vu l'avis de la Sous-Commission Consultative Départementale d'Accessibilité aux personnes handicapées en date du 22 septembre 2022 ;

Vu les avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours confirmant l'accord de la sous-commission départementale pour la sécurité en date du 12 et 20 septembre 2022 et du 24 octobre 2022 ;

Vu l'avis de ENEDIS en date du 22 juillet 2022;

VU l'avis du territoire d'énergie Hautes-Alpes –SyME05 en date du 28 juillet 2022 ;

Vu l'avis du service assainissement de la communauté des communes du Briançonnais en date du 1<sup>er</sup> août 2022 ;

Vu les pièces fournies en date du 17 juillet 2022 et du 08 août 2022 ;

Considérant que le projet est situé en zone AUv du PLU susvisé, qu'il respecte les règles d'urbanisme en vigueur ;

Considérant que le projet est situé en aléa inondation niveau fort et aléa torrentiel niveau fort ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDE** sous réserve du respect des articles ci-après.

Article 2

Conformément à l'avis du SyMe05 et Enedis, le projet ne nécessite pas de raccordement au Réseau de Distribution Publique d'Electricité.

## AR Prefecture

005-210501078-20221025-A89\_2022-AR  
Reçu le 25/10/2022

Notifié le 25/10/2022

A XAUSA Jacques



Fait à Puy Saint André

Le 25 octobre 2022

Mme Le Maire, Estelle ARNAUD

### Observations :

- L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (D.A.A.C.T.) du présent projet devra être accompagnée, en application de l'article R. 462-4-1 du code de l'urbanisme, d'un document attestant la prise en compte de la réglementation thermique par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage dans la réalisation des travaux. Ce document à fournir est le formulaire généré par l'outil en ligne du site internet [www.rt-batiment.fr](http://www.rt-batiment.fr). Cette attestation est établie, conformément à l'article R. 111-20-4 du code de la construction et de l'habitation, par une personne habilitée pour réaliser un diagnostic de performance énergétique, pour une maison individuelle ou accolée, par un contrôleur technique, un organisme certifié pour délivrer le label HPE (haute performance énergétique) ou un architecte, pour tout type de bâtiment.
- L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le terrain, objet de la présente demande, est situé dans une zone de sismicité 4, niveau d'aléa moyen. Le respect des règles de construction relevant entièrement de sa responsabilité, le pétitionnaire est invité à prendre contact avec un homme de l'art afin que le projet soit réalisé conformément aux règles de construction spécifiques aux zones sismiques.

### Pour information :

- Le permis est soumis au versement de la taxe d'aménagement (TA) et de la redevance d'archéologie préventive. Les montants vous seront communiqués dans le cadre d'un avis officiel.  
*Lorsque le montant de la taxe (TA) est inférieur ou égal à 1500 €, un titre de perception unique sera envoyé 12 mois après la date de l'autorisation de construire.*  
*Lorsque le montant de la taxe (TA) dépasse 1500 €, elle est exigible en deux échéances, le premier titre de perception correspondant à la moitié de la taxe sera envoyé 12 mois après la date de l'autorisation de construire, le second 24 mois après cette date.*  
*La redevance (RAP) est exigible en une seule échéance, quel que soit son montant.*
- Une participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) sera demandée au titre de la délibération du Conseil Communautaire du 19 juin 2012 et modifiée par délibération n°2013-151 le 10 décembre 2013. Le montant de la PFAC sera communiqué ultérieurement et fera l'objet d'un avis d'imposition officiel.

*La présente décision est transmise le 25 octobre 2022 au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales*

### CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRESENTE AUTORISATION DEVIENT EXECUTOIRE

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée,
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

### INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

#### COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres et devra être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent visibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée du chantier. Il doit indiquer le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. S'il y a lieu, il indique la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel, si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus, si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs et enfin si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir. Conformément à l'article A424-17 du code de l'urbanisme, l'affichage devra mentionner que « Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme) ». L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

#### DURÉE DE VALIDITÉ

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'urbanisme et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

## AR Prefecture

005-210501078-20221025-A89\_2022-AR  
Reçu le 25/10/2022

Conformément aux articles R. 424-21 et R. 424-22 du code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

### DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

### OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

### DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif de Marseille d'un recours contentieux par courrier ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif de Marseille. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**AR Prefecture**

005-210501078-20221025-A89\_2022-AR  
Reçu le 25/10/2022